

MONDE

L'accalmie reste précaire en RD-Congo

L'aide humanitaire parvient au compte-gouttes dans le Nord-Kivu

L'accalmie reste précaire dans l'est de la République démocratique du Congo. La rébellion menace de renverser le gouvernement s'il refuse de négocier et reste aux portes de Goma

Un premier convoi humanitaire a fini par arriver hier en milieu de journée à Rutshuru. La ville prise par les rebelles de Laurent Nkunda est située dans la province du Nord-Kivu, dans l'est de la République démocratique du Congo, à 75 km au nord de Goma. Après plusieurs semaines de combats qui faisaient rage dans la région, des dizaines de milliers de personnes – jusqu'à 250 000 selon les ONG – ont dû fuir vers Goma et Bukavu, plus au sud. Mais de nombreux petits groupes se sont éparpillés dans la forêt pour échapper aux combats. Ce sont eux que les humanitaires, accompagnés en convoi sécurisé par les casques bleus, devront essayer de secourir à Rutshuru. Bien que transportant de l'eau et du matériel médical, cette première mission composée de six 4x4 et deux camions vient surtout pour évaluer l'ampleur des besoins.

La situation humanitaire dans la région du Rutshuru reste catastrophique, avec plus d'un million de personnes déplacées. Une soixantaine de cas de choléra avaient notamment été signalés chaque semaine depuis un mois. La fuite de ces malades risque de disséminer le vibron et de déclencher une épidémie beaucoup plus grave, selon les ONG sur place comme Solidarités ou MSF. Même les bien portants sont très affaiblis par l'absence de nourriture depuis six jours pour certains.

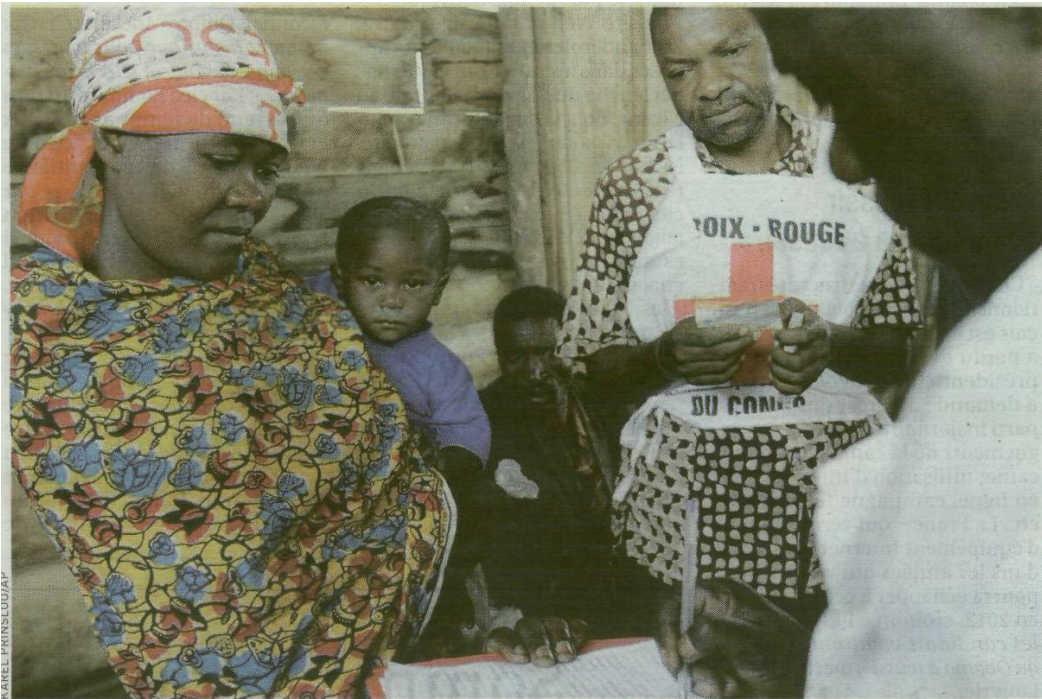
Le répit accordé par le cessez-le-feu du Congrès national de défense des peuples (CNDP) du général Laurent Nkunda semble précaire si l'on en juge par la mise en place d'un couvre-feu sur la ville de Goma depuis hier. Les autorités de la province du Nord-Kivu ont fait savoir hier que les rebelles n'étaient postés qu'à une quinzaine de kilomètres. Fort de sa dernière offensive sur Goma, le général Nkunda, chef des rebelles congolais tutsis, veut obliger le gouvernement de Kinshasa à négocier avec lui. « Si rien n'est fait, nous allons forcer le gouvernement à quitter le pouvoir. Nous sommes déjà à l'entrée de Goma. Mes troupes infiltrées étaient mercredi à l'aéroport. Je leur ai dit de s'arrêter parce que j'ai vu la souffrance de mes frères », a-t-il déclaré depuis son fief de Kichanga, à 80 km au nord-ouest de Goma.

Laurent Nkunda refuse de négocier avec le gouvernement congolais dans le cadre du processus de

paix engagé depuis la signature d'un accord de paix, le 23 janvier dernier à Goma et impliquant tous les groupes congolais du Kivu. « Le programme Amani ne nous convient plus », a-t-il affirmé, lui-même n'ayant pas signé l'accord en personne. Le gouvernement de son côté veut négocier avec Laurent Nkunda dans ce cadre précis et ne veut pas d'une discussion avec la seule rébellion de Nkunda. « Il n'y a pas de petits et de grands groupes armés. Le fait de créer un désastre humanitaire ne donne pas de droits spéciaux », a réagi le porte-parole du gouvernement, Lambert Mende.

Face à cette impasse, la communauté internationale tient une position proche du gouvernement congolais. L'Union africaine (UA) s'apprête à tenir un sommet régional cette semaine sur la crise. Hier, le ministre britannique des affaires étrangères, David Miliband, réuni avec ses homologues européens pour un sommet à Marseille, a assuré que personne n'excluait l'envoi d'une force militaire européenne de soutien aux 17 000 casques bleus de la Monuc actuellement déployés dans l'est de la RDC. Par ailleurs, le secrétaire général adjoint de l'ONU chargé des opérations de maintien de la paix, Alain Le Roy, est arrivé hier à Goma. Il a tenu un langage de fermeté, déclarant : « Il est clair que le mandat de la force de l'ONU, c'est d'interdire à des forces armées d'entrer dans Goma. »

CATHERINE REBUFFEL



KAREL PRINSLOU/AP

Une femme et son enfant sont pris en charge par la Croix-Rouge dans un camp de déplacés au nord de Goma.

**L'Union africaine (UA)
s'apprête à tenir
un sommet régional
cette semaine
sur la crise.**